

## Point de vue

### L'évaluation : un sujet majeur pour les cadres

Elle renvoie pour eux au besoin de reconnaissance du travail et des qualifications professionnelles. Pour les employeurs, elle consiste plutôt à déterminer des objectifs, contrôler les activités des salariés, verser une partie de la rémunération sous forme de prime de résultats : visions antinomiques s'il en est !

Tous les ans voire tous les 6 mois revient le temps des entretiens. Certains d'entre nous appréhendent ces périodes car elles génèrent beaucoup d'attentes, mais surtout beaucoup de déceptions. Nos entreprises ont investi cette forme de management, pas pour évaluer le contenu du travail, mais pour faire adhérer à leurs stratégies.

Pourtant, chacun d'entre nous vit cette évaluation comme un challenge, car c'est cette dernière qui sert de base pour la reconnaissance de nos qualifications, notre salaire annuel, nos éventuelles promotions, la mobilité... mais aussi c'est une cause de stress et de souffrance au travail, car les cadres, nous sommes aussi des «évaluateurs-évalués» !

Nos conditions de vie et de travail sont suspendues à cette agitation organisée par nos directions pour faire de ces périodes d'évaluation, non pas un moment d'échanges dans nos services, mais un véritable cauchemar.

Au vu de cette problématique récurrente, la CGT organisera, en octobre, une journée d'étude sur l'évaluation, dont nous vous rendrons compte prochainement.

## EDITORIAL

### Des actes, maintenant !

Ce second semestre 2012 s'ouvre sur un monde du travail qui a intégré que «le changement c'est maintenant», les attentes des salariés sont fortes. Pendant sa campagne François Hollande a dégagé deux priorités : la lutte contre les inégalités et la jeunesse. Pour une mise en pratique immédiate, la CGT a interpellé les députés dès le 26 juin, à travers la remise de 500 CV, et leur a soumis dix propositions pour une loi cadre visant à la reconnaissance des qualifications, la protection et l'insertion des jeunes diplômés. Car aujourd'hui pour 70% des jeunes entrant dans la vie professionnelle le 1er emploi est un CDD !



Béatrice Legrand

Après des années de politique régressive la CGT a participé, début juillet, à la conférence nationale où elle a porté des propositions sur les sept thèmes retenus par le gouvernement. Si l'environnement politique est déterminant pour l'activité économique et sociale, il l'est aussi pour la vie et les droits des salariés.

Les souffrances des cadres sont aujourd'hui d'autant plus fortes que les pratiques coercitives à leur encontre montent en puissance. Ils subissent de plein fouet la transformation de la part intellectuelle du travail qui sape leur liberté d'action et de contribution.

Il y a manifestement une attente vis-à-vis du prochain quinquennat qui doit être celui du retour de l'intérêt au travail, de sa revalorisation. A cela il y a un présupposé qui est celui de la «dé financiarisation» de l'entreprise et de la société, afin de permettre le débat, de donner du sens et de peser sur les stratégies et les finalités !



*Les évaluations  
ne doivent plus  
se résumer  
à des demandes  
toujours plus  
importantes et  
plus stressantes !*

### Dans ce numéro :

Éditorial :

Dossier : Décryptage de la stratégie

Eclairage : Les jeunes diplômés

Page 1

Pages 2 et 3

Page 4

Et les infos...

... les échos...

... les brèves...

Cette publication est financée  
par les cotisations des syndiqué(e)s

# Analyse de la stratégie de La Poste

*Le secteur postal, comme les autres secteurs économiques, fait l'objet de bouleversements. La Poste n'est évidemment pas en reste. Simplement, les stratégies mises en œuvre correspondent plus à une réponse à la demande des actionnaires qu'aux besoins des citoyens. L'Union Fédérale des Cadres vous propose ce décryptage.*

## Le contexte

L'accélération des mutations technologiques présentée comme inéluctable et justifiant une accélération de la baisse des trafics postaux est tout à fait contestable. En effet, les volumes des suppressions d'emplois ont précipité une réelle perte de vitesse sur tous les indicateurs de qualités de service. Ce sont bien ces points qui ont justifié le raisonnement selon lequel des pans entiers de l'activité courrier sont obsolètes au regard des attentes de la population.

Plus loin, les préoccupations environnementales nous sont ressorties telles des tartes à la crème sous formes de chartes sans réelles contraintes ni engagements opposables. Enfin, la crise économique est agitée comme épouvantail alors même que l'immense majorité des postiers qui connaît la réalité des fins de mois, est trop souvent confrontée à une réelle précarité et parfois même touchée dans son environnement familial par la réalité du chômage de masse.

## Garder ses repères...

Deux éléments fondateurs sont affirmés prioritaires par la communication stratégique du Groupe :



- la parfaite exécution de ses quatre missions de service public : Service universel postal, transport et distribution de la presse, accessibilité bancaire et aménagement du territoire.
- la capitalisation sur la puissance du « multi métier ».

L'objectif est d'allier l'excellence de la relation de service à l'innovation et à la performance durable pour être à la pointe de la modernité publique.

Le réseau conserve son nom, même si de fait l'activité est assumée par des partenaires différents. Et au-delà d'une véritable sous-traitance qui se généralise, c'est l'utilisation d'un vocabulaire paravent, tel la « novlangue » décrite par Orwell qui saute aux yeux tant les vocables utilisés se trouvent démentis par les faits. Nous pouvons en donner quelques exemples parmi les plus flagrants.

## S'adapter...

Le discours volontariste ambitionne la combinaison de la croissance du chiffre d'affaires et la maîtrise des coûts pour garantir la pérennité du Groupe. Et ce, tout en gagnant la révolution de la qualité de service et de la rentabilité opérationnelle dans l'ensemble des métiers du Groupe, gage d'une entreprise publique moderne. On comprend rapidement qu'il s'agit d'une quadrature du cercle dans laquelle les ambitions de qualité de service sont sacrifiées. L'exemple de la lettre verte en est le singulier exemple qui se double d'une supercherie sur le thème de la protection de l'environnement. La réalité est bien d'apprendre à l'usager à se passer du J+1 pour la distribution de sa lettre sur tout le territoire.

## Innover...

Tous les métiers semblent concernés : le courrier numérique et les échanges et documents, le colis, La Banque Postale, L'Enseigne. Mais d'une manière générale, seule la recherche de produits à plus forte plus-value est valorisée. Et le plus souvent, les spécificités sont gommées. Les services financiers devenus Banque Postale vont de plus en plus ressembler à une banque comme les autres. En effet, derrière l'accessibilité au service public bancaire, les nouveaux services tels le crédit consommation et l'assurance dommages obéissent à des règles incompatibles avec ces mêmes valeurs d'égal accès pour tous aux services postaux.

## Devenir un grand groupe « référence »

L'objectif de ce plan serait « d'actualiser les grandes lignes de la stratégie pour devenir l'entreprise de services industriels et financiers de dimension européenne la plus proche des citoyens. Une entreprise qui partage avec eux la valeur de confiance ». La vraie question posée est donc comment se servir d'un « capital-image » pour générer du cash et financer une croissance, voire un adossement à des canards boiteux (Dexia voire le Crédit Immobilier si le dossier se finalise) ? Telle est la gageure de cette stratégie transfrontalière qui se traduit par une vocation internationale plus mesurée : contexte de tensions

géopolitiques, risques de change, crise financière et ses conséquences sociales, manque de lisibilité sur les bilans de potentiels partenaires.

La stratégie s'inscrit également dans une modélisation des processus de privatisation, les exemples d'EDF, France Telecom ont été analysés, et elle tient compte de toutes les dimensions du climat social. On reparlera plus loin du « Grand Dialogue Social », emblématique à ce propos.

D'une manière générale la marche forcée en termes de suppressions d'emplois et donc la compression de la part de masse salariale par rapport au chiffre d'affaires préside à chacune des démarches initiées par « Ambitions 2015 »

On notera pour les raisons évoquées plus haut que les horizons sont aujourd'hui plus modestes qu'il y a quelques années. Faut-il s'en réjouir ? Voire...

### *Quelles perspectives à horizon 2015 ?*

Le plan Ambition 2015 avait fixé l'ambition économique du groupe vers une marge opérationnelle de 8% à l'échéance en reposant son modèle économique sur un portefeuille d'activités diversifiées et une légère hausse de son chiffre d'affaires consolidé sur la période pour atteindre près de 22 milliards d'euros en 2015, hors croissance externe.

Ce point précis concentre toutes les contradictions.

En premier lieu, pour dégager une marge opérationnelle de 8% d'ici moins de 3 ans, le groupe devrait accélérer le rythme de suppressions d'emplois. En effet, les augmentations naturelles des rémunérations liées à l'ancienneté des agents sont incontournables et aussi modestes soient-elles, ont des répercussions sur la masse salariale.

Chacun comprend que la poursuite d'une telle démarche est intenable socialement sans oublier les seuils « qualité » déjà évoqués plus haut qui s'en ressentiraient inévitablement.

En second lieu, les attendus de l'ouverture du capital ne sont pas au rendez-vous et sans oublier les engagements de l'Etat non-tenus au regard notamment du contrat de plan, l'équation permettant dans ces conditions de constituer une trésorerie et donc d'investir dans l'outil de production devient donc insoluble.

Pour ces deux principales raisons, les chiffres annoncés ne peuvent être qu'incantatoires. La démonstration des faits dessine les contours d'un horizon plus inquiétant : celui d'une entreprise fragilisée à tous les niveaux.

### *Se moderniser sans se renier ?*

En effet l'ambition ultime proclame la volonté permanente de respecter le modèle social de La Poste et les règles de développement durable. En effet, la valeur essentielle du Groupe serait « la relation de confiance mutuelle qu'il entretient avec ses collaborateurs, ses partenaires et ses clients ».

Or, après une récente période marquée par des événements dramatiques, la mise en place d'un « Grand Dialogue Social » à partir de modalités définies unilatéralement préfigure une liquidation définitive de ce prétendu modèle. En effet, celui-ci contient tous les ingrédients de dévoiement, de contournement des règles qui régissent toutes les réglementations du travail ainsi que le rôle et la place des organisations syndicales.

Plus grave, il pourrait servir de laboratoire aux évolutions normatives post-Code Du Travail dépassant ainsi les enjeux de l'entreprise.

## *Egalité*

### *Harcèlement sexuel : vide juridique !*

Les associations de victimes de harcèlement demandaient depuis des lustres la réécriture de l'article 222-33 du Code Pénal qui manquait de précision en définissant le harcèlement comme « le fait de harceler » contrairement à ce qui existait dans la loi du 17 juin 1998 qui précisait « ..... en donnant des ordres, proférant des menaces, imposant des contraintes ou exerçant des pressions graves ».

Saisie d'une question prioritaire de constitutionnalité, le Conseil Constitutionnel a abrogé cet article créant un vide juridique insupportable alors qu'il aurait pu, comme il l'a déjà fait, reporter les effets de sa décision jusqu'à la modification des textes évitant ainsi que les procédures en cours ne soient annulées !

Un projet de loi a été présenté au Conseil des ministres en juin et viendra devant le Parlement pendant l'été. Dans l'attente, les incriminations de violences, agressions sexuelles peuvent être utilisées afin que les victimes ne soient pas pénalisées.

Au travail et dans la vie, la CGT lutte contre les violences et le harcèlement faits aux femmes.

## *La situation de Dexia justifie la création d'un pôle financier public*

Le cas de Dexia est très emblématique de la catastrophe à laquelle a conduit une financiarisation parfaitement orchestrée au niveau politique.

Son plan de restructurations arrêté en octobre 2011 dans la plus grande opacité est aujourd'hui remis en cause avec des rumeurs de nationalisation, ce qui ne changera rien sur l'addition qui pourrait une nouvelle fois être salée pour les contribuables.

Déjà, à l'automne 2008, Paris et Bruxelles avaient dû éponger les pertes et injecter quelques 6,5 milliards d'euros. Aujourd'hui, bis repetita !

La Banque Postale et la CDC n'ont pas à supporter le fardeau de Dexia devenu décidément de plus en plus lourd à mesure des découvertes de cette banque poubelle.

L'exigence d'un audit public sur ce qui a entraîné cette situation et la création d'un pôle financier public est d'une actualité brûlante.

# Analyse de la stratégie de La Poste

*Le secteur postal, comme les autres secteurs économiques, fait l'objet de bouleversements. La Poste n'est évidemment pas en reste. Simplement, les stratégies mises en œuvre correspondent plus à une réponse à la demande des actionnaires qu'aux besoins des citoyens.*

*L'Union Fédérale des Cadres vous propose ce décryptage.*

## Le contexte

L'accélération des mutations technologiques présentée comme inéluctable et justifiant une accélération de la baisse des trafics postaux est tout à fait contestable. En effet, les volumes des suppressions d'emplois ont précipité une réelle perte de vitesse sur tous les indicateurs de qualités de service. Ce sont bien ces points qui ont justifié le raisonnement selon lequel des pans entiers de l'activité courrier sont obsolètes au regard des attentes de la population.

Plus loin, les préoccupations environnementales nous sont ressorties telles des tartes à la crème sous formes de chartes sans réelles contraintes ni engagements opposables. Enfin, la crise économique est agitée comme épouvantail alors même que l'immense majorité des postiers qui connaît la réalité des fins de mois, est trop souvent confrontée à une réelle précarité et parfois même touchée dans son environnement familial par la réalité du chômage de masse.

## Garder ses repères...

Deux éléments fondateurs sont affirmés prioritaires par la communication stratégique du Groupe :



- la parfaite exécution de ses quatre missions de service public : Service universel postal, transport et distribution de la presse, accessibilité bancaire et aménagement du territoire.
- la capitalisation sur la puissance du « multi métier ».

L'objectif est d'allier l'excellence de la relation de service à l'innovation et à la performance durable pour être à la pointe de la modernité publique.

Le réseau conserve son nom, même si de fait l'activité est assumée par des partenaires différents. Et au-delà d'une véritable sous-traitance qui se généralise, c'est l'utilisation d'un vocabulaire paravent, tel la « novlangue » décrite par Orwell qui saute aux yeux tant les vocables utilisés se trouvent démentis par les faits. Nous pouvons en donner quelques exemples parmi les plus flagrants.

## S'adapter...

Le discours volontariste ambitionne la combinaison de la croissance du chiffre d'affaires et la maîtrise des coûts pour garantir la pérennité du Groupe. Et ce, tout en gagnant la révolution de la qualité de service et de la rentabilité opérationnelle dans l'ensemble des métiers du Groupe, gage d'une entreprise publique moderne. On comprend rapidement qu'il s'agit d'une quadrature du cercle dans laquelle les ambitions de qualité de service sont sacrifiées. L'exemple de la lettre verte en est le singulier exemple qui se double d'une supercherie sur le thème de la protection de l'environnement. La réalité est bien d'apprendre à l'usager à se passer du J+1 pour la distribution de sa lettre sur tout le territoire.

## Innover...

Tous les métiers semblent concernés : le courrier numérique et les échanges et documents, le colis, La Banque Postale, L'Enseigne. Mais d'une manière générale, seule la recherche de produits à plus forte plus-value est valorisée. Et le plus souvent, les spécificités sont gommées. Les services financiers devenus Banque Postale vont de plus en plus ressembler à une banque comme les autres. En effet, derrière l'accessibilité au service public bancaire, les nouveaux services tels le crédit consommation et l'assurance dommages obéissent à des règles incompatibles avec ces mêmes valeurs d'égal accès pour tous aux services postaux.

## Devenir un grand groupe « référence »

L'objectif de ce plan serait « d'actualiser les grandes lignes de la stratégie pour devenir l'entreprise de services industriels et financiers de dimension européenne la plus proche des citoyens. Une entreprise qui partage avec eux la valeur de confiance ». La vraie question posée est donc comment se servir d'un « capital-image » pour générer du cash et financer une croissance, voire un adossement à des canards boiteux (Dexia voire le Crédit Immobilier si le dossier se finalise)? Telle est la gageure de cette stratégie transfrontalière qui se traduit par une vocation internationale plus mesurée: contexte de tensions